

De Gaulle et Adenauer, aux origines de la réconciliation Franco-Allemande, par François Kersaudy

François KERSAUDY, auteur de *De Gaulle et Churchill : la Méésentente cordiale*, Perrin, 2001.

Il y a quarante ans, le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer signaient le traité de l'Élysée. Avant cela, il y avait eu bien des brouilles et de malentendus, finalement surmontées grâce à la confiance et à l'admiration mutuelles de deux hommes d'exception. Leur action conjuguée a transformé irrévocablement les relations franco-allemandes et l'histoire de l'Europe ; mais tout cela ne s'est pas fait sans remous...

Le début d'une grande amitié...

Printemps 1958. A 82 ans, Konrad Adenauer est le maître incontesté d'une Allemagne qui s'est dotée d'un régime démocratique, et connaît à présent un fabuleux essor économique. Et pourtant, le vieux chancelier est inquiet ; c'est que la menace soviétique sur Berlin se fait chaque jour plus pesante, alors qu'en France, le drame algérien et la faiblesse des institutions entretiennent une inquiétante instabilité politique. Ainsi prise en tenaille, l'Allemagne fédérale parviendra-t-elle à faire front ?

Il est vrai qu'en France, on parle d'un retour au pouvoir du Général de Gaulle ; mais cela ne rassure guère Konrad Adenauer. Car enfin, que sait-on du Général ? Ce nationaliste qui incarnait la résistance française durant la seconde guerre mondiale a été aussi le signataire du traité d'amitié franco-soviétique de décembre 1944, l'homme qui a conçu un plan de démantèlement de l'Allemagne, et ensuite l'un des adversaires les plus acharnés de la Communauté Européenne de Défense. A présent, ce Général, dit-on, n'est guère favorable à l'OTAN, et pas davantage à la construction européenne - qui sont pourtant les fondements mêmes de la renaissance et de la sécurité allemandes. C'est pourquoi le 19 mai 1958, le Chancelier a chargé son ambassadeur à Paris de faire savoir au président du Conseil Pflimlin que « dans l'intérêt de l'OTAN et de l'intégration européenne, il faut empêcher une prise de pouvoir du Général de Gaulle ». Peine perdue : moins de deux semaines plus tard, le Général est à Matignon, et l'une de ses premières initiatives sera de dénoncer un accord secret de coopération franco-allemande en matière de recherche atomique, qui venait d'être conclu entre le ministre de la Défense Jacques Chaban-Delmas et son homologue allemand Franz Joseph Strauss. Décidément, il serait difficile de trouver plus antigauilliste que Konrad Adenauer, qui décline même cet été-là une discrète invitation à se rendre en visite officielle à Paris...

Mais le vieux chancelier n'est pas au bout de ses surprises ; c'est que, par son opposition au nazisme pendant la guerre et ses démêlés avec les Anglais après la guerre, Adenauer a forcé le respect du Général, qui le considère - chose rarissime - comme un véritable homme d'Etat. « Personne, dira Charles de Gaulle, ne peut mieux que lui saisir ma main. Mais personne ne peut mieux que moi la lui tendre ». Et puis, par delà la rencontre de leurs deux personnes, c'est une explication historique entre deux nations que de Gaulle voudrait organiser, à la fois pour enterrer le passé et pour repenser l'avenir. Adenauer reçoit donc une invitation personnelle à se

rendre à Colombey-les-deux-Eglises... Cette fois, il est impossible de refuser ; mais le Chancelier est loin d'être enthousiaste : « J'étais préoccupé, avouera-t-il, car je craignais que la façon de voir de De Gaulle ne fut si radicalement différente de la mienne qu'il nous serait à peu près impossible de nous entendre. » Et puis, Adenauer se rendra en France le 14 septembre 1958 comme représentant d'un pays vaincu, et il sait bien que treize ans seulement après la fin de la guerre, les rancoeurs sont loin d'être apaisées. Il est vrai que même à Colombey, l'annonce de la visite d'un Allemand à la Boisserie a été plutôt mal reçue, par la maîtresse de maison comme par les servantes : « En tout cas, dira Yvonne de Gaulle, on ne change rien au menu ; et on mangera dans la vaisselle de tous les jours ». Protestation discrète : le chancelier allemand sera reçu « comme Monsieur n'importe qui, avec le menu de famille et le vin de Bordeaux habituel. »

Mais des deux côtés du Rhin, les pessimistes en seront pour leurs frais : Adenauer, accueilli par le Général avec les plus grands égards, va découvrir durant ces deux jours de tête-à-tête à la Boisserie un homme, et surtout un dessein, qui le marqueront à jamais : l'ère de l'affrontement franco-allemand a définitivement vécu ; c'est au contraire l'entente, l'amitié et une étroite coopération politique entre les deux peuples qui permettront d'écarter la menace soviétique, d'assurer l'unification européenne et de sauvegarder la paix mondiale. Il y a lieu de s'opposer non au Marché Commun, mais seulement à la supranationalité dans laquelle on voudrait dissoudre les structures étatiques. De même, ce n'est pas l'alliance atlantique qu'il faut remettre en question, mais seulement sa domination par les Etats-Unis. Les Américains sont politiquement très jeunes, versatiles et bien peu fiables ; ils ne comprennent rien à l'Europe et à l'Histoire. Enfin, des contacts avec les pays européens actuellement sous domination communiste sont possibles, et même souhaitables. Mais plus rien de tout cela ne doit désormais se faire sans une étroite concertation franco-allemande. « Le plus important de notre entretien, notera Adenauer, c'était la révélation de l'harmonie de nos vues sur les réalités du moment. Nous étions d'accord sur toutes les grandes questions... J'étais heureux d'avoir trouvé un tout autre homme que ce que j'avais craint. » Ce qui a le plus touché le vieux chancelier ? La simplicité de l'accueil... « Vous m'avez traité comme si j'étais de la maison ! » dira en prenant congé un Konrad Adenauer ému jusqu'aux larmes. Quand la chance s'y met...

Un ciment sans failles ?

Le début d'une grande amitié ? Sans aucun doute. L'amorce d'une lune de miel sans nuages ? Ce serait mal connaître les deux grands hommes. Quarante-huit heures seulement après le départ du chancelier, de Gaulle fait adresser dans le plus grand secret à Londres et Washington un mémorandum proposant de doubler l'OTAN d'un « directoire » anglo-franco-américain qui prendrait des décisions politico-stratégiques à l'échelle planétaire. Or, l'Allemagne n'apparaît nulle part dans ce schéma... On imagine aisément la réaction de Konrad Adenauer lorsqu'un mois plus tard, il apprend l'initiative gaullienne ; le Général ne lui en avait pas soufflé mot lors des entretiens de Colombey, ce qu'Adenauer considère comme une sorte de trahison.

Une brouille définitive ? Pas question. Lorsque le 26 novembre 1958, à Bad Kreuznach, les deux dirigeants se rencontrent à nouveau, l'incident n'est même pas évoqué. « De Gaulle, nous confiera Franz Josef Bach, le secrétaire personnel du Chancelier, avait une façon de charmer les gens qu'il voulait influencer ; à Bad Kreuznach, il a fait jouer tout son charme, et Adenauer

a été rassuré. » Il est vrai qu'entre temps, Nikita Khrouchtchev a annoncé que l'URSS s'apprêtait à dénoncer les accords tripartites de 1945 sur Berlin ; faute de négociations entre les anciens vainqueurs de l'Allemagne, l'URSS et la république démocratique allemande régleront elles-mêmes le statut de Berlin... Pour Adenauer, toute nouvelle négociation sur Berlin représenterait un danger mortel, car les réactions américaines sont toujours imprévisibles. Mais de Gaulle n'est pas homme à se laisser intimider ; le chancelier Adenauer en aura une confirmation éclatante lors de la conférence de Paris à la fin de mai 1960 : Eisenhower et Macmillan étaient disposés à rechercher un compromis avec Khrouchtchev ; le général de Gaulle, lui, est apparu comme le champion de la cause allemande et a refusé toute concession, faisant ainsi échouer une conférence déjà fortement compromise par l'affaire de l'avion espion U2 et par le parti que Khrouchtchev cherchait à en tirer. Cette garantie que les occidentaux, rappelés à leur devoir par l'intransigeance du Général, ne céderont pas aux Soviétiques, c'est le ciment même de l'union Adenauer - de Gaulle.

Un ciment sans failles ? Voire... C'est qu'Adenauer ne veut pas aller aussi loin que son interlocuteur dans la dénonciation de l'OTAN et de la politique européenne des Etats-Unis, qui sont en dernier ressort les deux garanties de la sécurité allemande. Du reste, y serait-il disposé que le vieux chancelier se couperait d'une bonne partie de son opinion publique - et de la plupart de ses ministres. C'est pourquoi, au cours de leurs quinze rencontres, on assistera à de bien rudes affrontements entre les deux grands hommes, comme celui d'octobre 1960, où de Gaulle accuse Adenauer d'« opter pour les Anglo-Saxons » ; ou encore celui du 9 décembre 1961, lorsqu'Adenauer reproche à de Gaulle de se tenir à l'écart de la concertation alliée concernant la question allemande : « Il ne faut pas, ajoute le chancelier, que la France paraisse se désintéresser de la question ». De Gaulle, très irrité, réplique qu'il est impossible de parler de désintérêt : « Si l'Angleterre, l'Amérique et la République fédérale sont prêtes à livrer Berlin, la France ne peut pas s'y opposer, mais elle ne veut y avoir aucune part. » Adenauer se déclare très offensé de ces propos, et on se sépare au bord de la rupture.

De rupture, il n'y en aura jamais. Car Adenauer a toujours redouté qu'une France livrée à elle-même finisse par s'entendre avec l'URSS aux dépens de l'Allemagne - et le Général de Gaulle a souvent joué sur cette crainte. Mais surtout, depuis leur rencontre de Colombey, les deux hommes poursuivent ensemble un grand dessein, qu'ils réaffirmeront à Rambouillet en juillet 1960 : un accord complet entre la France et la république fédérale allemande, qui doit servir de base et de modèle à une confédération européenne étendue aux domaines économique et militaire. Il est vrai que les autres pays européens traînent les pieds, demandent l'inclusion de la Grande Bretagne, et finissent même par enterrer l'ensemble du projet d'Europe politique en avril 1962. Mais de Gaulle et Adenauer ne renoncent pas pour autant : l'union politique se fera à deux. Au début de juillet 1962, la visite du Chancelier en France sera conçue comme une éclatante démonstration de solidarité franco-allemande. Accueilli en chef d'Etat et décoré de la Grand Croix de la Légion d'Honneur, Adenauer s'entend dire par son hôte : « Les Français (...) voient en vous un grand Allemand, un grand Européen, un grand homme qui est l'ami de la France et qui (...) émeut profondément leur estime et leur sentiment. » Dix-sept ans après la fin de la guerre, les Français ressentent-ils vraiment tout cela ?

Rien n'est moins certain... Sur le parcours du cortège officiel, il y a bien peu de monde, et bien trop de pancartes d'inspiration communiste : « Vive la RDA ! » ; « A bas le militarisme allemand ! », ou encore : « Pas de nazis en France ! ». Mais au milieu des aboiements, la

caravane passe ; à Mourmelon, 600 chars français et allemands défilent devant Adenauer et de Gaulle - spectacle d'autant plus impressionnant qu'il est sans précédent. Et puis, dans la cathédrale de Reims, le Général et le Chancelier se recueillent côte à côte : une image de communion spirituelle qui frappe plus encore que les symboles guerriers. Ce jour-là, à l'hôtel de ville, de Gaulle prononcera un discours triomphant : « La visite officielle que vous achevez de nous faire est un acte capital et une grande réussite.(...) Dans les rues et les avenues a déferlé la vague des témoignages déférents et admiratifs qui se portaient massivement vers votre illustre personnalité. » Après le départ du Chancelier, c'est l'heure du bilan : « Je fais remarquer en souriant au Général, note le ministre de l'Information Alain Peyrefitte, la disparité entre l'enthousiasme pour Adenauer qu'il a prêté à la foule dans son discours de Reims, et les rues désertes que le Chancelier a traversées. 'J'ai toujours fait *comme si*, me dit-il. Ca finit souvent par arriver'. »

Deux mois plus tard, la visite de Charles de Gaulle en Allemagne sera réellement triomphale. C'est que le Général a minutieusement préparé son affaire : en dépit de sa connaissance très approximative de l'allemand, il va mémoriser *quatorze* discours dans cette langue, et les prononcer avec une verve inimitable ; il ressortira aussi pour l'occasion son ancêtre allemand, Louis-Philippe Kolb ; la magie gaullienne et l'enthousiasme populaire feront le reste...

22 janvier 1963 : la signature du Traité de l'Elysée

Ces patients efforts aboutiront le 22 janvier 1963 à la signature d'un accord franco-allemand, auquel Adenauer, '*der alte Fuchs*', tient à donner la forme d'un traité pour mieux le rendre irrévocable. Désormais s'instaure entre la France et l'Allemagne une concertation permanente dans les domaines de la défense, de la politique étrangère, de l'économie et de la culture - tout cela au moment où le Général vient de claquer au nez des Britanniques la porte du Marché commun... Et puis, avec un tel traité, pensent les deux hommes, la France et l'Allemagne pourront désormais résister efficacement à l'Union Soviétique - ainsi qu'à la tentation de s'entendre séparément avec elle... Enfin, bien sûr, voilà une très grosse pierre lancée dans le jardin des atlantistes et de leurs inspireurs américains ! Quelques mois plus tard, Adenauer confiera au journaliste américain Cyrus Sulzberger que grâce à ce traité, « l'Allemagne va pouvoir, de concert avec la France, exercer une grande influence en politique étrangère ». Une politique étrangère d'inspiration gaullienne ? Peu importe : la prééminence dans ce tandem, Adenauer n'en veut pas ; l'Allemagne, pays vaincu, coupé en deux, privé de l'arme atomique, se contentera aisément de la place de copilote. D'ailleurs, n'est-ce pas un privilège de jouer les second violons, lorsque le rôle de chef d'orchestre est tenu par un homme comme Charles de Gaulle ? Que Konrad Adenauer ait été quelque peu hypnotisé par la hauteur de vues et la forte personnalité du Général, c'est à peu près certain. Mais ce Général a lui-même pour Konrad Adenauer les yeux de Chimène ; redoutant fort les effets de la vieillesse sur sa capacité à gouverner, il ne peut qu'admirer ce chancelier de quatre-vingt huit ans, sur qui le grand âge semble n'avoir aucune prise. « On parle des enfants prodiges, dira-t-il au président Eisenhower, mais il y a des vieillards prodiges. Adenauer en est un ... »

Le traité franco-allemand sera-t-il un succès complet pour de Gaulle et Adenauer ? Apparemment non, car dès le mois de mai 1963, le Bundestag va lui adjoindre un préambule qui le vide effectivement de son sens : le traité ne devra en aucune façon affecter l'association entre l'Europe et les Etats-Unis, la défense commune dans le cadre de l'alliance atlantique, et

même... la participation de la Grande-Bretagne à l'unification européenne ! De Gaulle en sera profondément déçu : « Tout ça, pourquoi ? Parce que des politiciens allemands ont peur de ne pas s'aplatir suffisamment devant les Anglo-Saxons ! Ils se conduisent comme des cochons ! » Mais puisque décidément, il faut toujours faire *comme si*, le Général, cachant sa déception sous une philosophie bonhomme, déclare au début de juillet, à la veille de son voyage en Allemagne : « Les traités, voyez-vous, sont comme les jeunes filles et les roses : ça dure ce que ça dure. Si le traité franco-allemand n'était pas appliqué, ce ne serait pas le premier dans l'histoire ! » Mais en accueillant le Général de Gaulle à Bonn deux jours plus tard, son vieil ami Adenauer ne manquera pas de relever l'allusion : « J'ai lu que les roses et les jeunes filles pâlissaient vite. Les jeunes filles, peut-être. Mais voyez-vous, pour les roses, je m'y connais. Cette amitié entre la France et l'Allemagne est comme une rose qui portera toujours des boutons et des fleurs ». De Gaulle ne sera pas en reste : « Vous avez raison, Monsieur le Chancelier ; le traité n'est pas une rose, ni même un rosier, mais une roseraie ! »

Pourtant, après ces discours fleuris, il faut bien se rendre à l'évidence : avec la retraite de Konrad Adenauer, bien des choses vont changer dans les relations entre Paris et Bonn. C'est que le nouveau chancelier Ludwig Erhard est un atlantiste, qui fera de l'entente avec les Etats-Unis le fondement même de sa politique étrangère ; en outre, il va soulever d'emblée trois questions que son prédécesseur avait accepté de sacrifier sur l'autel de la coopération franco-allemande : la réunification, la révision des frontières et l'accession de l'Allemagne au rang de puissance atomique. Il n'en faudra pas plus pour que l'atmosphère se refroidisse brusquement entre Paris et Bonn : « Erhard n'est pas un homme d'Etat, laissera tomber le Général ; c'est un ludion ! » Pour autant, de Gaulle ne manquera aucune occasion de démontrer au nouveau chancelier les avantages d'une Europe véritablement européenne, et d'une plus grande indépendance politique et militaire vis-à-vis de l'OTAN comme des Etats-Unis. Les événements, il faut bien l'avouer, lui donneront souvent raison ; c'est ainsi que lors de l'inauguration du canal de la Moselle, de Gaulle se trouve à bord d'un bateau avec le Grande Duchesse Charlotte de Luxembourg et le Président allemand Heinrich Lübke. A la hauteur de Trèves, les services secrets allemands avertissent le président Lübke de l'imminence d'un attentat contre leur embarcation, probablement à partir d'un hélicoptère.

Lübke tente de faire intervenir la *Luftwaffe*, mais n'y parvient pas : il doit au préalable obtenir l'autorisation de l'OTAN, à laquelle sont subordonnées les forces aériennes allemandes... De Gaulle, qui s'est dégagé de ces sujétions, fait alors intervenir des avions français - qui vont donc protéger les illustres passagers en territoire allemand ! Une démonstration qui vaut bien mieux qu'un long discours...

Le 21 septembre 1963, lors de sa dernière visite en France avant de quitter la Chancellerie, Adenauer avait dit à son hôte : « Vous savez, en général, (...) quand on perd ses fonctions, on perd aussi ses amis. J'ai pu le vérifier sous les nazis, et ensuite lorsque les Anglais m'ont destitué à Cologne... » Voilà une règle qui connaîtra une exception de taille : à chacune de ses visites outre-Rhin, le Général ne manquera jamais de rendre visite à Konrad Adenauer dans sa propriété de Rhöndorf. L'ancien chancelier s'y est senti rapidement isolé, privé d'informations

politiques essentielles et coupé de tout accès aux centres de décisions du pouvoir fédéral. Mais de Gaulle, lui, viendra l'entretenir de politique européenne et de politique mondiale au plus haut niveau, et le traitera toujours avec les mêmes égards que lorsqu'il présidait aux destinées de l'Allemagne ; mieux encore, il arrivera au Général de faire attendre Ludwig Erhard, en s'attardant délibérément auprès de son illustre prédécesseur - devenu depuis longtemps le premier gaulliste d'Allemagne...

Konrad Adenauer s'éteindra le 19 avril 1967. Quatre ans plus tôt, il avait confié au Général : « Ce que nous avons accompli ensemble pour nos deux pays est pour moi l'œuvre la plus importante de mes quatorze années à la chancellerie ». Et il avait ajouté : « L'amitié personnelle entre vous et moi est une des très rares présents qu'ait pu m'apporter le travail politique ». Voilà un compliment de taille, venant d'un homme aussi froid que Konrad Adenauer. Quant au Général de Gaulle, il dira un jour : « Voyez-vous, Adenauer est le seul que je puisse considérer comme mon égal ! » Voilà un autre compliment de taille, venant d'un homme aussi fier que Charles de Gaulle...